

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION**

**Conception, réalisation, développement et
maintenance d'un outil de positionnement numérique
pour le projet CAP PAC 2030**

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 08 Juin 2026 à 12 :00

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3 Rue Joliot Curie
91190 Gif-sur-Yvette

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|--|------------------------------|---|
| | Objet | Conception, réalisation, développement et maintenance d'un outil de positionnement numérique pour le projet CAP PAC 2030 |
| | Mode de passation | Procédure adaptée ouverte |
| | Type de contrat | Marché public |
| | Délai de validité des offres | 180 jours |
| | Forme de groupement | Groupement conjoint avec mandataire solidaire |
| | Variantes | Sans |
| | PSE | Sans |
| | Clauses sociales | Avec |
| | Clauses environnementales | Avec |
| | Durée / Délai | <p>Défini par tranche :</p> <p>TF : Durée ferme d'exécution de 2 mois à compter de la notification du marché. Ce délai s'achève par la remise du dossier de spécifications fonctionnelles et techniques validé.</p> <p>T001 : Durée d'exécution de 5 mois à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement de cette tranche. Ce délai inclut les phases de développement, de tests (VA/VSR) et la formation, afin de garantir un déploiement opérationnel au plus tard le 31 mars 2027.</p> <p>T002 : Cette tranche est conclue pour une durée de 12 mois, renouvelable au maximum 2 fois</p> |
| | Reconduction | <p>Avec</p> <p>Possibilité de reconduction annuelle pour la maintenance et L'hébergement.</p> <p>La durée totale du marché ne pouvant pas excéder 48 mois.</p> |
| | Négociation | Avec |
| | Visite sur site | Sans |

SOMMAIRE

| | |
|---|------------------|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 - Objet..... | 4 |
| 1.2 - Mode de passation | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat | 4 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.5 - Nomenclature..... | 5 |
| 1.6 - Réalisation de prestations similaires | 5 |
| 1.8 - Prix | 6 |
| 2 - Conditions de la consultation | 6 |
| 2.1 - Délai de validité des offres..... | 6 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 6 |
| 2.3 - Variantes | 6 |
| 2.4 - Développement durable | 6 |
| 3 - Conditions relatives au contrat | 6 |
| 3.1 - Durée et délai d'exécution..... | 6 |
| 3.1.1 - Durée du marché..... | 6 |
| 3.1.2 - Durée d'exécution par tranche | 6 |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement..... | 7 |
| 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité | 7 |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres | 7 |
| 5.1 - Documents à produire..... | 8 |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 9 |
| 6.1 - Transmission électronique | 9 |
| 6.2 - Transmission sous support papier | 11 |
| 7 - Examen des candidatures et des offres | 11 |
| 7.1 - Sélection des candidatures | 11 |
| 7.2 - Attribution des marchés..... | 11 |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation | 12 |
| 7.3.1 - Attribution à titre provisoire | 12 |
| 8 - Renseignements complémentaires..... | 12 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact | 12 13 |
| 8.2 - Procédures de règlement amiable | 13 |
| 8.3 - Procédures de recours | 13 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Conception, réalisation, développement et maintenance d'un outil de positionnement numérique pour le projet CAP PAC 2030

La présente consultation vise la conception, le développement, la maintenance et l'évolution d'un outil numérique de positionnement intégrant évaluations techniques, mises en situation pratiques (dont simulations immersives), et évaluation comportementale. Le rendu pour l'apprenant est la fourniture d'un parcours de formations recommandées, sur mesure dans le cadre du projet CAP PAC 2030.

Contexte général : Le projet CAP PAC 2030 (Compétences, Attractivité & Parcours Pompes à Chaleur) s'inscrit dans une dynamique nationale de structuration de la filière PAC (Pompe A Chaleur), au service de la décarbonation des bâtiments résidentiels, tertiaires et industriels.

Lieu(x) d'exécution :

Campus des Métiers et des Qualifications Energie Durable

IUT Orsay

13, Avenue des Sciences

91190 Gif-sur-Yvette

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en 3 tranches :

| Tranche(s) | Désignation |
|------------|---|
| TF | <p>Cadrage et conception :</p> <p>Cette tranche constitue le plan de construction précis de l'outil Cette tranche comprend (Cf art 4 du CDC) : Les ateliers métier : Le prestataire réunit les experts du WP 1-4 pour définir chaque question, chaque score et chaque règle d'orientation. Les spécifications fonctionnelles détaillées : Un document qui décrit écran par écran ce que voit l'utilisateur (le "maquettage" ou "wireframes"). Les spécifications techniques : Choix des technologies, de l'IA (modèle utilisé), de la structure de la base de données et de la sécurité (RGPD). La formation des utilisateurs</p> <p>Livrables attendus :</p> <ul style="list-style-type: none">• Dossier de Spécifications Fonctionnelles (Maquettes).• Dossier de Spécifications Techniques (Architecture & Sécurité). <p>Délai de validation des livrables : 5 jours ouvrés</p> |

| | |
|-------|---|
| TO001 | <p>Développement, IA et Simulations :</p> <p>Cette tranche constitue la phase de réalisation opérationnelle : Le prestataire développe l'outil sur la base du plan de test validé en tranche ferme (Cf art 5 du CDC). Elle comprend : Le développement de l'outil : Création du portail, des interfaces candidats, OF et administrateurs. Le développement et l'entraînement de l'algorithme qui analyse les réponses pour générer la recommandation de parcours sur mesure. La création des Simulations : Réalisation des modules interactifs (notamment vidéos interactives, 3D ou simulations de pannes) décrits dans l'annexe 1. Phase de Tests (vérification d'aptitude) : Le groupe projet teste l'outil dans tous les sens pour vérifier qu'il n'y a pas de bugs avant l'ouverture officielle.</p> <p>Livrables attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Prototype •Livrable final : L'outil CAP PAC est fonctionnel et déployé en ligne et conforme au CDC + Modules de simulations interactives. •Guide utilisateur et Manuel administrateur. <p>Délai de validation des livrables : 5 jours ouvrés</p> |
| TO002 | <p>Exploitation - Maintenance et Hébergement</p> <p>Cette tranche comprend : L'hébergement sécurisé : Location des serveurs en UE, certificats SSL (le "cadenas" dans la barre d'adresse), sauvegardes quotidiennes et protection contre les attaques (DDoS). La maintenance corrective : Correction prioritaire de tout bug qui empêcherait un candidat de passer son test. La maintenance préventive : Mise à jour des composants logiciels pour éviter les failles de sécurité. La maintenance Évolutive : Utilisation du « forfait de jours » pour modifier des questions ou ajuster l'outil. Le support : Une assistance (par mail ou ticket) pour les administrateurs du projet en cas de problème technique.</p> <p>Livrables attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activité trimestriels. • Certificats de sécurité & rapports de sauvegarde. • Registre des interventions de maintenance. • Mises à jour des questionnaires |

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : L'Université décide de ne pas allouer la présente consultation en raison de l'unité fonctionnelle et technique de la solution CAP PAC. La conception de l'IA de positionnement est intrinsèquement liée au développement des modules de simulation. Un fractionnement en lots distincts ferait peser un risque majeur de défaut d'interopérabilité et rendrait la coordination technique excessivement complexe, compromettant le respect des délais de déploiement fixés à début 2027.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|---|
| 72212190-7 | Services de développement de logiciels pédagogiques |

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.8 - Prix

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement, l'Université exigera que le mandataire soit solidaire de ses co-traitants pour l'exécution du marché

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée et délai d'exécution

3.1.1 - Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée allant jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement de la dernière tranche exécutée, ou, le cas échéant, jusqu'à la fin de la période de maintenance (Tranche Optionnelle 2).

Note : La durée totale du marché ne pourra pas excéder 48 mois.

3.1.2 - Durée d'exécution par tranche

Les délais d'exécution sont fermes et ne comprennent pas les délais de validation par les administrateurs du projet CAP PAC (fixés au maximum à 5 jours ouvrés par livrable).

- **Tranche Ferme (Cadrage et Spécifications) :** Le délai d'exécution est de **2 mois** à compter de la notification du marché. Ce délai s'achève par la remise du dossier de spécifications fonctionnelles et techniques validé.

- **Tranche Optionnelle 1 (Réalisation et Déploiement) :** Le délai d'exécution est de **5 mois** à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement de cette tranche. Ce délai inclut les phases de développement, de tests (VA/VSR) et la formation, afin de garantir un **déploiement opérationnel au plus tard le 31 mars 2027**.
- **Tranche Optionnelle 2 (Maintenance) :** Cette tranche est conclue pour une durée de **12 mois**, renouvelable au maximum 1 fois par reconduction expresse. Son exécution débutera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement de 12 mois attachée à la tranche Optionnelle 1. L'affermissement de la tranche Optionnelle 2 devra être notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant l'expiration de ladite garantie.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CDC) et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique (CMT)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Non |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail | Non |
| Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire, le cas échéant. | Non |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non |
| Attestation fiscale datant de moins d'un an. | Non |
| Attestation sociale datant de moins de 6 mois. | Non |
| KBIS de moins de 3 mois. | Non |
| RIB/IBAN | Non |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Non |
| Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat | Non |

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Certification HDS (Hébergeur de Données de Santé) ou SecNumCloud ou ISO 27001 | Non |

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes complété | Oui |
| La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) complétée sur tous ces onglets | Oui |
| Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété dans sa globalité | Oui |
| Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | Oui |
| Le cahier des clauses techniques particulières (CDC) et ses annexes | Oui |
| Le cadre de mémoire technique (CMT) des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché et établi selon les critères de sélection des offres complété * Il est obligatoire pour les sociétés candidates de répondre en se servant de ce cadre de mémoire technique (CMT) ; en son absence l'offre sera rejetée. | Oui |
| Les CV détaillés des intervenants pressentis. Une note précisant leur taux d'implication réelle | Oui |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention «

copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Université Paris Saclay
DPAM
Bât 440
Rue des Adèles
91400 Orsay**

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse suivante :

service-marches@universite-paris-saclay.fr

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les fournisseurs candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le DCE.

Les fichiers concernant les éléments tarifaires doivent être transmis sous format Excel

Les fichiers concernant les éléments tarifaires doivent être transmis sous format excel.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

- Un fichier contenant les éléments et pièces de la candidature
- Un fichier contenant les éléments et pièces de l'offre

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 200 Mo.

La signature électronique est préconisée dans le cadre de cette consultation.

Chaque document pour lequel une signature est préconisée doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est préconisée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|--|-------------|
| 1-Prix des prestations | 30.0 |
| 2-Valeur technique | 60.0 |
| 2.1-Compréhension & Méthodologie | 10.0 |
| 2.2-Qualité Technique & Architecture | 15.0 |
| 2.3-Simulations Immersives | 15.0 |
| 2.4-Expertise & Références | 10.0 |
| 2.5-Formation, Maintenance Évolutivité & Réversibilité | 10.0 |
| 3-Développement Durable & RSE | 10.0 |
| 3.1-Inclusion & Accessibilité | 5.0 |
| 3.2-Éco-conception & Sobriété énergétique | 5.0 |

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans le bordereau des prix unitaires, le bordereau des prix sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation si elle a lieu se fera avec les meilleurs candidats classés.

La négociation si elle a lieu, pourra porter, au choix, sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ces éléments (prix, délais, qualité, quantité, garanties...). La négociation se déroulera par écrit.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

7.3.1 - Attribution à titre provisoire

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les éléments suivants :

- Les pièces visées aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par le département, conformément aux dispositions de l'article 113-14 du Code des Relations entre le Public et l'Administration

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail

- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés

- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile et/ou décennale

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiqué depuis l'adresse account@e-attestations.com. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification.

8.2 - Procédures de de règlement amiable

Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics :

Préfecture de la région Île-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

Conformément à l'article 142 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises : <http://www.economie.gouv.fr/mediateurdesentreprises>.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant la personne publique et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

8.3 - Procédures de recours

En cas d'échec d'une procédure amiable, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Versailles
56 Avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES
Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Versailles
56 Avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES
Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal administratif de Versailles
56 Avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES
Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>